

Le pacifisme assassiné

En Colombie, pour pouvoir survivre sur leur terres, des villages de paysans ont formé des Communautés de paix, revendiquant le droit à ne pas prendre part au conflit. Mais l'assassinat récent d'un de ses leaders et la réponse du gouvernement remet en cause cette alternative pour la population civile.

En sortant du petit aéroport d'Apartado, dans le Nord-Ouest colombien, Luis Eduardo Guerra dissimulait mal son émotion: une joie angoissée de retourner vivre dans son village natal, San José, qu'il avait quitté plusieurs années auparavant pour échapper aux menaces de mort dont il était victime. Représentant de la Communauté de paix de San José de Apartado, il dérangeait pour revendiquer un droit apparemment fondamental, mais trop contesté en Colombie: celui de la population civile à se maintenir en marge du conflit armé.

En 1997, une vague de violence sans précédents secoue la région d'Uraba, à la frontière panaméenne. Les habitants et habitantes du hameau de San José y retournent après un déplacement forcé et se déclarent Communauté de paix. Ces paysans y voient une alternative afin de pouvoir échapper à la violence et rester sur leurs terres que se disputent les acteurs armés. Ils se compromettent volontairement à ne pas porter d'arme, à participer à des travaux communautaires et à n'apporter aucune aide – matériel ou information – aux parties en conflit. Ni aux Forces armées révolutionnaires de Colombie – FARC repliées dans la chaîne montagneuse bordant San José, ni à l'armée et aux groupes paramilitaires d'extrême droite contrôlant les plaines. Surtout, ils s'opposent à la présence de ces acteurs dans le village, ce qui ne plaît pas à l'actuel Président Uribe, alors Gouverneur de la province: il est partisan de la «neutralité active», idée selon laquelle la population doit choisir son camp et soutenir activement la force publique. Il soutient que cette dernière doit pouvoir être présente sur chaque mètre carré du pays.

Entre-temps, l'option pacifiste germe dans d'autres endroits du pays, et plusieurs Communautés de paix se for-

ment, soutenues par la communauté internationale.

Malgré cela, une terrible répression s'abat sur San José, qui voit se multiplier les assassinats: plus de 130, perpétrés principalement par les paramilitaires, parfois en complicité avec les forces de l'ordre régulières. Afin d'obtenir protection pour la Communauté, Luis Eduardo s'était retrouvé malgré lui dans un rôle de porte-parole, à engager des tournées diplomatiques et des négociations avec le gouvernement. Il parlait peu, mais ses interventions impressionnaient par l'implacabilité de son raisonnement.

Il y a quelques semaines, alors qu'il se rendait dans ses champs, Luis Eduardo a été sauvagement assassiné, avec sa jeune compagne, son fils de onze ans et 5 autres paysans. La cruauté des agresseurs n'a pas épargné les enfants de deux et six ans, dont on a également retrouvé les corps mutilés. «De nombreuses preuves tendent à inculper l'armée», explique Liliana Uribe, directrice de la Corporation juridique liberté, un collectif d'avocats de Medellín en charge de défendre la Communauté. «Et des témoins oculaires ont



Trois fillettes dans une des rues principales de San José.

confirmé que les auteurs du massacre s'étaient présentés comme appartenant à la Brigade 17, entité de l'armée opérant dans la région».

En réponse au massacre, le gouvernement a dit qu'il allait mettre fin aux Communautés de paix. Le Président Uribe a annoncé qu'il laissait 20 jours avant que l'armée n'entre à San José. «Pour sa propre protection». Ces déclarations enragent Liliana Uribe: «Ce que veut la

Communauté, c'est une présence de l'Etat civil. Faire entrer l'armée dans le village, c'est de l'intimidation, une stratégie pour semer la terreur: c'est mettre les victimes sous la domination de leurs bourreaux.» Malgré la peur et la douleur, les habitants de San José ont annoncé qu'ils maintiendraient jusqu'au bout leurs principes: si l'armée envahit leur village, ce sont eux qui partiront.

Anouk Henry

L'IMPLICATION CROISSANTE DES MILITAIRES



Luis Eduardo Guerra.

Le massacre de la famille de Luis Eduardo Guerra s'est produit quelques semaines à peine avant la 61^{ème} session de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève. Alirio Uribe, avocat défenseur des droits humains, est venu en Suisse pour parler au nom des victimes. Sur la situation de son pays, il a une lecture très différente de celle de Francisco Santos, venu montrer les résultats positifs de la politique de «Sécurité démocratique» mise en place par le Président Uribe: «Le gouvernement a mis en place une excellente stratégie de sensibilisation internationale et il y a malheureusement une tendance de la part des gouvernements européens à reconnaître les avancées présentées. Mais la situation reste très grave, les opérations militaires ont augmenté, et l'implication directe des militaires dans «la guerre sale» est croissante».

AH